

Walter Bruyère-Ostells

DANS L'OMBRE DE BOB DENARD

Les mercenaires français
de 1960 à 1989

Début des années 1960 : en pleine décolonisation du Congo belge, la sécession du Katanga provoque un afflux de combattants étrangers. Parmi ces « Affreux » (comme les surnomme la presse), les Français sont les plus actifs. Ils entament une sorte d'âge d'or fait de coups de main et de coups d'État qui s'étendent sur tout le continent, et qui leur permettront de prendre entre autres le contrôle des Comores de 1978 à 1989.

Jusqu'à la fin de la guerre froide, ces « chiens de guerre » servent clandestinement les intérêts d'anciennes puissances coloniales désireuses de conserver une forte influence en Afrique. Le chef des mercenaires français, Bob Denard, fait l'objet d'une intense médiatisation.

Pour la première fois, cet ouvrage analyse l'action de ces combattants de l'ombre mais aussi le rapport à l'argent et à l'aventure, ainsi que les hiérarchies internes de ce groupe. En croisant les archives françaises et étrangères, les archives privées de Bob Denard – inédites à ce jour – et de nombreux témoignages de première main, l'auteur nous plonge, loin des clichés, dans la vie quotidienne de ces hommes qui vont de conflit en conflit. Certains sont jeunes et politisés, d'autres des guerriers expérimentés. Plusieurs cultures et générations s'entrecroisent : les baroudeurs, les « corsaires de la République », les « gangsters ».

Fers de lance de la lutte anticomuniste, relais des réseaux occultes de la Francophonie avant d'être désavoués par Paris, alternant fortune, gloire et défaites, ces « Affreux » ne trouvent plus leur place dans le monde post-guerre froide : leur modèle sera bientôt remplacé par celui des sociétés militaires privées de type anglo-saxon.

Maître de conférences à Sciences Po Aix, **Walter Bruyère-Ostells** est notamment l'auteur de *Histoire des mercenaires*, de 1789 à nos jours (Tallandier, 2011).

22 €
ISBN : 978-2-36942-076-7



nouveau monde
éditions
www.nouveau-monde.net



Conception graphique de la couverture :
Elisabeth Charlin

Walter Bruyère-Ostells

DANS L'OMBRE DE BOB DENARD
Les mercenaires français de 1960 à 1989

Walter Bruyère-Ostells

DANS L'OMBRE DE BOB DENARD



Les mercenaires français
de 1960 à 1989

nouveau monde
éditions

nm

Le Tchad: enfin une signature de contrat

Si les esquisses sont plus nombreuses que les réalisations, les soldats de fortune installés aux Comores mènent toutefois des actions militaires à l'extérieur de l'archipel comorien. Le Tchad en est le principal théâtre. Indépendant de la France depuis 1960, le pays plonge rapidement dans la guerre civile. À partir de 1963, le Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT) s'oppose au président François Tombalbaye. En 1973, la Libye envahit une partie du Tchad, et, dans ce contexte nouveau de conflit tchado-libyen, le FROLINAT éclate en deux tendances. Les pro-Libyens sont dirigés par Goukouni Oueddei; emmenés par Hissène Habré, les anti-Libyens se rapprochent du nouveau président Félix Malloum. Grâce à l'appui de plus en plus important de la Libye, Goukouni Oueddei s'empare de la capitale en 1979. Il dirige le Gouvernement d'union nationale de transition (GUNT) organisé autour de onze courants d'opposition à Félix Malloum. Hissène Habré devient ministre de la Défense du GUNT. Toutefois, il continue de reprocher à Goukouni Oueddei sa docilité vis-à-vis de Mouammar Kadhafi. Il est chassé lors de la seconde bataille de N'Djamena en 1980 grâce à une nouvelle intervention libyenne au profit de son adversaire et doit se réfugier au Cameroun.

En 1981, les troupes libyennes se retirent du pays (à l'exception de la bande d'Aozou au nord) car le colonel Kadhafi et Goukouni Oueddei n'ont pas réussi à s'entendre sur une fusion du Tchad et de la Libye. Revenu sur le territoire tchadien, Hissène Habré semble dans l'incapacité de redevenir un opposant significatif à Goukouni Oueddei. Seulement entouré d'un carré de Goranes fidèles, il s'est installé dans l'est du pays, à proximité de la frontière soudanaise, à Ouadi Bari. Il crée un mouvement concurrent du FROLINAT, le Conseil de commandement des forces armées du Nord (CCFAN), rapidement appelées Forces armées du Nord (FAN).

Hissène Habré décide alors de faire appel aux mercenaires de Bob Denard pour une mission de soutien. Le contact est établi par l'intermédiaire de Khalil d'Abzac. Fils d'un lieutenant français tué durant la campagne d'Afrique du Nord en 1943 et d'une fille des élites libyennes, ce conseiller militaire est l'éminence grise d'Hissène Habré avec son frère Arnaud. Il sera ensuite ministre des Postes et Télécommunications tchadiennes. Bob Denard doit fournir des cadres expérimentés pour les partisans de l'opposant tchadien. Très isolé, ce dernier ne peut pas honorer financièrement un éventuel contrat. Le mercenaire décide finalement d'accepter et d'investir sur le budget de la GP comorienne. Il parie sur la reconnaissance d'Habré en cas de victoire.

L'opération 61 consiste à appuyer l'offensive du rebelle tchadien sur la capitale N'Djamena. Compte tenu de l'absence de financement externe, les moyens envisagés dans un premier temps sont limités. Trois hommes sont retenus pour soutenir les milices d'Hissène Habré. En septembre 1981, Jean-Baptiste Pouye, spécialiste des mortiers, prend en charge l'artillerie des FAN; Émery de La Chapelle dit Riot, également bon connaisseur en artillerie lourde, et Hugues de Tressac l'accompagnent. Foulques assure les relations avec les Comores et fait des allers-retours.

Dans cette opération, Jean-Baptiste Pouye s'illustre aux côtés des FAN lors de la prise d'Abéché. Hugues de Tressac rend compte de sa « légende de baraka depuis la prise de la ville où les Goranes l'ont vu traverser les balles [...]. Les combattants goranes qui ne sont pas des pleutres, sidérés par le courage de ce blond l'ont baptisé [Lucky Ahmed] ». La conquête de la ville permet de mettre la main sur d'importants stocks d'armes livrés par les Libyens au GUNT. Pouye et Riot montent une véritable section d'appui mortier constituée d'une trentaine d'hommes. Les mercenaires sont également les conseillers militaires des FAN dans cette offensive: ils font embarquer des « canons de 106 sur des Jeep Willis, [des] Katioucha et mitrailleuses lourdes sur Toyota, [des]

canons de 23 mm sur VLRA français¹ ». De vieilles mitrailleuses de la Première Guerre mondiale, des « Browning point 30 », sont également installées sur des 4X4. Les trois hommes de Denard apportent leur savoir-faire en mettant en place le système de transmissions entre les différents véhicules et l'« état-major » d'Hissène Habré. Ces colonnes montent ensuite à l'assaut d'Oum Hadjer, ultime verrou sur la route de N'Djamena.

Toutefois, le lendemain, les FAN sont surprises par une contre-offensive des forces gouvernementales. Les colonnes de 4X4 sont appuyées par des rafales de roquettes. Pourtant, les FAN finissent par rétablir la situation. Quelques jours plus tard, des membres des milices d'Hissène Habré reprennent l'initiative et lancent une attaque sur un puits situé au nord-ouest d'Oum Hadjer, Goss. Malgré le déclenchement de cette offensive sans ordre ni concertation, Hissène Habré considère qu'il faut l'appuyer. Même mineur, un revers casserait la dynamique des FAN. Jean-Baptiste Pouye est donc dépêché sur place. Il meurt au combat le 9 avril 1982. Son corps est ensuite brûlé sur les lieux de l'affrontement pour que l'on ne puisse pas attester de la présence des mercenaires aux côtés des rebelles.

Le Tchad, un nouvel eldorado pour les mercenaires ?

En juin 1982, Hissène Habré achève son offensive sur N'Djamena, entre dans la capitale et renverse Goukouni Oueddei.

De l'organisation de la GP à la seconde opération tchadienne

Devant la réussite de l'opération à laquelle ses hommes ont pris part, Bob Denard est venu féliciter le chef tchadien et laisse aux côtés de ce dernier Hugues de Tressac, chargé d'organiser

1. Hugues de Tressac, *Tu resteras ma fille, le nouveau combat d'un soldat de fortune*, Paris, Plon, 1992, 235 p.

une GP. Celui-ci doit mettre en œuvre un dossier de onze pages présentant le projet de Bob Denard articulé autour d'un corps d'élite et d'un quartier présidentiel sécurisé. Tressac recommande le recrutement de quatre sections de 35 hommes, auxquelles il faut ajouter 15 combattants plus particulièrement dévolus à la sécurité rapprochée du président ; il décline également les moyens en armement nécessaires à cette mise en place¹. En réalité, le pari de Denard sur Hissène Habré avait donc une contrepartie, l'attribution de la future GP. Il est difficile de savoir quel objectif poursuit Denard avec cette seconde troupe rapprochée du chef d'État tchadien. On peut simplement remarquer que cette affaire s'est conclue sans ordre de Paris. Bob Denard envisage-t-il d'assurer définitivement le repli de sa troupe privée en cas de délogement des Comores par la France ? Compte-t-il multiplier, à chaque fois qu'une occasion se présente, les GP africaines qui pourraient lui être confiées et devenir ainsi un acteur majeur de la scène politico-militaire africaine ? Cette hypothèse marquerait une réelle avancée de la « petite entreprise » de mercenariat de Bob Denard vers une démarche contractuelle, commerciale telle qu'on peut aujourd'hui l'observer avec les SMP. Espère-t-il dans un tel schéma s'émanciper complètement des services secrets qui étaient ses commanditaires dans les années 1970 ? Il n'en dit rien dans ses Mémoires.

Parallèlement, Hissène Habré n'exclut pas de rappeler des Comores les soldats de fortune pour stabiliser la situation militaire générale. Les troupes de Goukouni Oueddei ne sont pas écrasées. Réfugiées dans le nord du pays, elles attendent un nouvel appui libyen pour repasser à l'offensive. À l'autre bout du territoire, dans le Sud, certaines tribus n'ont pas non plus reconnu le nouveau pouvoir. Une seconde équipe vient rejoindre les troupes d'Hissène Habré ; elle est encore composée de trois hommes.

1. Fiche remise à monsieur le président du C.C.E.A.N. à N'Djamena, le 23 juillet 82. Objet : Sécurité présidentielle, archives privées Bob Denard, carton 29.

Riot est chargé d'avancer le projet de GP auprès d'Hissène Habré. Toutefois, le chef d'État tchadien montre très rapidement qu'il ne souhaite pas donner une trop grande place aux mercenaires français. Fin politique, l'homme n'envisage sans doute pas d'être aussi dépendant d'eux que peut l'être Ahmed Abdallah aux Comores. Riot rend compte à Bob Denard de sa rapide mise à l'écart. Le 8 février 1983, il écrit : « Cette semaine H[issène] H[abré] nous a réunis [les responsables de la Garde] pour dire qu'il n'était pas content de l'ambiance de travail. Aussi prenait-il la décision de faire venir un ancien [ancien chef d'escadron], de le nommer commandant de la Garde et ma pomme "conseiller" du commandant de la Garde, ensuite il reléguait mon ancien adjoint à des responsabilités moindres. Bref je rentrais donc la queue entre les jambes afin de réfléchir et de prendre une décision, et de préparer un entretien avec le président. Donc nouveau point, nouveau bilan fait par moi-même et tous nos camarades réunis. Nous décidons donc de rapporter au président notre volonté de partir. Je crois que nous sommes arrivés de nouveau à un moment où il faut de nouveau mettre les points sur les i. Mais, cette fois-ci, je ne ferai plus de concessions, ou H[issène] H[abré] accepte ou bien nous faisons nos valises¹ [...]. »

Le président tchadien le convainc que son choix s'explique par des questions de politique intérieure. Mais le 21, Riot constate, amer : « Il y a presque quinze jours H[issène] H[abré] me nommait "conseiller" à un nouveau commandant de Garde ; ce dernier ne s'est pas gêné pour tout simplement me dire que j'étais inutile². » En fait, Hissène Habré a tenu en haleine le chef de l'équipe le temps que ses compagnons d'armes effectuent la tâche qu'il attend d'eux. Dans son esprit, le recours aux hommes de Denard est bien ponctuel et ne se justifie que par le besoin d'un

1. Lettre de Riot du 8 février 1983 rédigée à N'Djamena, archives privées Bob Denard, carton 29.

2. Lettre de Riot du 21 février 1983, archives privées Bob Denard, carton 29.

encadrement de l'armée au niveau tactique. En effet, en décembre 1982, l'opération de reconquête tchado-libyenne a été lancée.

L'offensive sur Faya

Les mercenaires de la GP participent à l'offensive des forces d'Hissène Habré vers le nord : « Après le tête-à-tête qu'il a eu avec Saïd [Riot], nous rencontrons le président le 2 novembre, lequel nous fait part de son désir de nous voir participer, avec la section mortier, à l'opération qu'il projette sur l'oasis de Gouro, dans le nord du pays, à environ 180 kilomètres au N-NE de Faya. Notre mission sera de commander la section mortier et de s'occuper de la réparation de l'armement lourd. » Villeneuve-Assad et Mokhat-Suresnes servent de conseillers et encadrent les quinze éléments de la section mortier.

Après s'être emparée sans difficulté de Faya, la colonne ne progresse plus : « Pour la première fois, on nous fait comprendre que la situation traîne du fait d'un manque de volonté de N'Djamena. Ce qui semble contredire les propos du président. La situation va s'enliser durant une période de vingt-cinq jours. L'attente va influencer sur le moral des combattants déjà peu désireux d'aller se battre [...]. » Les mercenaires français observent que cette pause dans la marche sur Gouro donne lieu à un relâchement de la discipline chez les éléments tchadiens qu'ils accompagnent : bagarres, beuveries en ville... De leur côté, les Français assurent leur travail et mettent en place une couverture de la ville par la section mortier sous leurs ordres. Finalement, la petite troupe reprend la route le 11 décembre et marche vers Ounianga-Kebir.

Parvenus à ce nouvel objectif, les soldats de fortune observent, impuissants, les luttes internes au FAN. Principal conseiller militaire d'Hissène Habré, Idriss Déby quitte la troupe avec d'autres officiers pour des raisons futiles. La colonne se retrouve désormais sans officier supérieur. C'est un jeune lieutenant, cousin et conseiller d'Idriss Déby, qui donne l'ordre de reprendre la route sur Gouro.

L'affrontement avec les forces libyennes

L'attaque de Gouro est fixée au samedi 21 décembre et débute en milieu d'après-midi. En queue de convoi, les mercenaires et leur section mortier arrivent une dizaine de minutes après le début des tirs ennemis « pour constater un manque de coordination générale de nos forces. Après avoir pris le temps de monter sur un piton pour juger de la situation, nous décidons de nous engager contre un piton qui semble opposer une forte résistance et qui verrouille le passage vers Gouro. Nous sommes engagés dans cette partie du terrain avec une "zône" c'est-à-dire une compagnie d'infanterie et une partie de l'escadron. Le reste des forces est engagé plus au sud et essaie de forcer le passage ».

Une fois encore, cet accrochage est une bonne illustration des difficultés auxquelles sont confrontés les hommes de Denard quand ils sont sous le feu avec les forces pour lesquelles ils travaillent. Trop peu nombreux, sans officier supérieur pour relayer leurs conseils tactiques, ils sont impuissants à renverser la situation : « Plusieurs combattants prennent peur et communiquent leur panique à toute la section qui devient rapidement difficilement commandable, nous devons les regrouper plusieurs fois en hurlant et en allant les chercher derrière le camion où ils se cachent pour les remettre devant leurs pièces. Nous changerons trois fois l'emplacement de la batterie. Lors d'un déplacement, un obus de Sol-Sol explose entre la Land Rover et l'Unimog, perce le radiateur de celui-ci et tue un élément de la section. Ses camarades le laisseront tomber du véhicule sans prévenir Assad qui est au volant. » Même si l'affrontement dure quelques heures, le combat demeure de faible intensité mais les FAN ne réussissent pas la percée nécessaire pour pouvoir entrer dans Gouro : « À aucun moment, nous avons eu l'impression d'être engagés contre un ennemi susceptible de nous faire reculer. L'élément sud a même pu pénétrer dans le dispositif ennemi et faire des prisonniers !!! Pourtant, à la tombée de la nuit, l'escadron recule et donne le

signal de la panique générale [...]. Les combattants incapables de se concentrer sur le service des pièces saisissent leurs armes individuelles et "tirailent" dans tous les sens. Nous sommes persuadés qu'à ce moment-là aussi des éléments se sont tirés dessus dans la panique générale. »

La colonne doit donc se replier pour se réorganiser. Les mercenaires prennent une nouvelle fois conscience qu'ils ont trop peu d'emprise sur le jeu des acteurs locaux. Les soldats de fortune français sont victimes des rapports de forces internes au camp d'Hissène Habré : « Impossible de raisonner les combattants qui, voyant les phares de deux Toyota amies qui nous suivent et croyant qu'il s'agit d'ennemis abandonnent le véhicule avec armes et bagages et se sauvent tous [...]. Sur la piste de retour, à environ 20 kilomètres d'Ouinaga-Kébir, nous retrouvons Idriss Déby et son état-major, en panne et qui s'apprêtait à nous rejoindre. Il ne nous cache pas sa satisfaction d'avoir vu les responsables échouer dans cette opération et nous parle déjà de mise en place de nouvelles structures à Faya¹! »

La troisième équipe au Tchad : vers la création d'une nouvelle troupe

Pour autant, les rivalités au sein des FAN profitent à l'ennemi tchado-libyen. Le pouvoir d'Hissène Habré demeure très fragile. En juin 1983, persuadé que seuls les conseils de mercenaires bien formés peuvent l'aider, Bob Denard reprend contact avec le président tchadien : « La réussite tient [...] à une autre composante essentielle à mes yeux : la qualification, l'expérience et le jugement de ceux qui vont avoir à se servir de ce matériel et à l'exploiter au mieux. L'équipement le plus sophistiqué ne saura jamais compenser le manque d'hommes compétents, formés et entraînés à ce type de

1. Les citations sont extraites du compte rendu de 19 pages du 10 janvier 1983 rédigé à N'Djamena. Il est signé Assad et Mokhtar mais a été entièrement rédigé par Assad-Villeneuve, archives privées Bob Denard, carton 29.

combat [...]. Le combat que vous avez à mener a changé d'allure. Vous étiez rompus à une technique de guérilla et d'actions ponctuelles [...]. Aujourd'hui, vous n'êtes plus l'attaquant et il vous faut mener une guerre de position sur plusieurs fronts. Or, cette guerre-là, seule une armée bien équipée et bien structurée peut en assurer le succès [...]. Comme par ailleurs vous ne disposez pas de temps nécessaire pour les former et que les techniciens civils qui accompagnent le matériel ne sont sans doute là que pour une durée limitée, vous allez devoir utiliser des éléments étrangers.»

Denard dépêche donc une troisième équipe au Tchad. Villeneuve-Assad et Mokhtar-Suresnes reprennent le chemin de N'Djamena. Ils sont accompagnés de Patrick Ollivier. Comme Hissène Habré dispose désormais de davantage de moyens financiers (d'autant plus que la France s'est rapprochée de lui comme on le verra au chapitre 11), une nouvelle troupe en nombre significatif est envisagée: «Que soit définie une idée-force de manœuvre dans un cadre autonome. À mon avis, l'efficacité maximale nécessite une stratégie opérationnelle souple, complétée d'actions ponctuelles, type commandos, en liaison avec les unités conventionnelles pour désorganiser les arrières de l'adversaire. Monsieur le Président, je vous proposerais, si vous le jugez nécessaire, une force d'intervention rapide de 100 à 150 hommes auxquels il faudrait adjoindre 3 à 400 combattants pour enfoncer le dispositif ennemi, et cette dernière possibilité ne peut se concevoir qu'avec l'aide de mes amis du Sud car il n'est pas possible de trouver en Europe avec discrétion suffisamment d'hommes entraînés et préparés à ce genre de combat [...].» Finalement, Bob Denard imagine le Tchad comme un nouveau Congo avec une troupe encadrée par de nombreux mercenaires. Il tire les leçons des années 1960: il est difficile d'enrôler de nombreux hommes en Europe, encore plus dans les années 1980 qu'au lendemain des décolonisations. Comme vingt ans plus tôt, l'Afrique du Sud demeure un second vivier dans lequel il est nécessaire de prévoir des recrutements.

Bob Denard poursuit: «Dans un 1^{er} temps, l'équipe de 12 à 15 techniciens que je peux mettre à votre disposition à très brefs délais pourrait préparer l'unité mobile tchadienne de choc. Saïd [Riot] est retourné aux îles mais si vous le souhaitez, il peut revenir. Quant au capitaine Stofflet [P. Ollivier] qu'accompagnent Assad et Mokhtar, il a une très grande expérience militaire notamment dans les combats de ces dernières années. Si vous le souhaitez, il pourra faire avec vous le point de la situation et évaluer l'effectif et le profil des techniciens dont vous avez un besoin immédiat. Personnellement, je vois la formation d'une unité très mobile avec des moyens d'appui lourd permettant d'attaquer l'ennemi sur ses arrières et de réduire son potentiel de combat¹.»

Les trois hommes proposent la création d'un groupe de reconnaissance autonome (GRA) le 12 juillet 1983. La solde des cadres techniques (la même pour tous) serait de 600 000 francs CFA par mois (soit 26 000 francs de l'époque, c'est-à-dire 6 700 euros) avec un contrat initial de six mois. On remarque la reprise de la terminologie chère aux mercenaires de Bob Denard, proche du «groupe de volontaires experts» des années 1970. Simplement, son équipe n'est alors plus la seule à servir Hissène Habré et le président tchadien comprend qu'il a beaucoup à gagner en négociant directement avec Paris.

Les opérations mercenaires hors du groupe Denard

Le principe général retenu par Bob Denard est de limiter au maximum les informations sur les missions des officiers de la GP partis sur un théâtre extérieur. Comme les nouvelles finissent toujours par circuler, il demande à ses hommes de s'en tenir au plus grand secret possible, comme en témoigne cette consigne régulièrement répétée aux cadres européens des Comores: «Si

1. Citations extraites de la lettre de Bob Denard à Hissène Habré rédigée à Paris le 3 juin 1983, archives privées Bob Denard, carton 29.

l'un d'entre vous soupçonne une action éventuelle à l'étranger de notre part, je vous demande de vous taire et de n'en faire état à personne, *a fortiori* si ces bruits peuvent se justifier¹. » Même si le principal objectif est de maintenir la plus grande discrétion possible vis-à-vis des services secrets, un autre but pourrait être d'éviter de générer une concurrence sur de potentiels gros contrats.

Une équipe Dulac pour le Tchad

Bob Denard doit faire face à d'autres acteurs crédibles qui proposent leurs services à Hissène Habré. En juin 1983, René Dulac constitue une équipe pour remplacer les hommes de Denard au Tchad. À ce moment-là, comme l'ont montré les tractations qu'il mène avec le Médocain, le président tchadien a besoin d'experts étrangers beaucoup mieux équipés ou plus nombreux. Appuyé par la logistique libyenne, Goukouni Oueddei s'apprête à lancer une offensive sur Faya-Largeau qui doit ensuite le mener jusqu'à N'Djamena. René Dulac voit l'opportunité de concurrencer, voire de supplanter le « Vieux » dans le milieu. L'ancien lieutenant du Médocain fait appel à des hommes de confiance pour ce projet. Il prend contact un ancien officier hongrois de l'Air, Lajos Marton, qu'il fréquente depuis les années 1960 dans les cercles de sociabilité OAS. Dulac recrute également Lenormand qui va l'assister pour l'enrôlement du reste de l'équipe. Finalement, 32 mercenaires composent le groupe Omega. L'objectif assigné est d'établir une ceinture défensive au nord de N'Djamena et de permettre ainsi l'évacuation des civils européens par le fleuve Charï avec des barges de débarquement. Après une phase d'entraînement *in situ*, le groupe Omega se met au travail.

Le 21 juillet 1983, déjà opérationnels, les onze premiers soldats de fortune participent à la prise de Faya-Largeau. Une

1. Compte rendu du briefing du 17 juillet 1981, archives privées Bob Denard, carton 42.

semaine plus tard, ils rejoignent Hissène Habré à N'Djamena. Huit d'entre eux repartent vers Faya pour trier les armes abandonnées par l'ennemi. Ils disposent ainsi du matériel militaire à la pointe de la technologie : des missiles Milan dotés d'une caméra thermique Mira qu'on utilise alors pour la première fois dans un combat réel ; un véhicule aménagé pour les transmissions et les écoutes et muni d'un poste de radio à mémoire que l'armée française ne possède pas encore. Cependant, la présence des mercenaires est dénoncée par des journalistes après l'évacuation de l'un des membres de l'équipe, atteint de troubles nerveux¹.

Une GP en Guinée équatoriale

Tandis que René Dulac lui a mis le pied à l'étrier, Lenormand tente de décrocher ses propres contrats. En 1985, « j'ai également assuré la sécurité du président de Guinée équatoriale. C'était Thierry Roussel, de la famille des laboratoires qui m'avait entraîné là-dedans », raconte-t-il. Indépendante depuis 1968, la Guinée équatoriale est d'abord dirigée par Francisco Macias qui instaure rapidement une dictature. Il est renversé en 1979 par des militaires emmenés par le colonel Teodoro Obiang Nguema Mbasogo. En 1982, celui-ci est nommé président de la République et cherche dès lors à renforcer son pouvoir. Il confie donc à Lenormand le soin d'organiser sa protection rapprochée et une unité d'élite chargée de soutenir le régime. Les premiers cadres recrutés sont choisis dans le milieu mercenaire français, soit auprès d'anciens de la GP comorienne (Mélis, Jean-Louis Salles ou Ricard), soit parmi les hommes qui ont participé à l'opération tchadienne sous les ordres de René Dulac.

Toutefois, les pressions sur Lenormand compliquent la mise en place de cette unité guinéenne. D'un côté, les hommes de la

1. « Tchad : à la fortune du pro », *Les Dossiers du Canard enchaîné*, n° 28, juin-juillet 1988.

Les affaires tchadiennes, illustration de ces relations distendues

Les tensions entre Paris et les mercenaires français rendent ces derniers plus libres sur certains dossiers sensibles. Quand Bob Denard décide d'envoyer sa première équipe aux côtés d'Hissène Habré, il le fait en toute indépendance des services français. Il semble d'ailleurs qu'Hissène Habré soit très méfiant vis-à-vis de la France après l'affaire des époux Claustre. Après l'enlèvement de Françoise Claustre en avril 1974 puis de son mari Pierre en 1975 par les FAN, pour obtenir leur libération, le Premier ministre Jacques Chirac s'est tourné vers le colonel Kadhafi qui soutient désormais Goukouni Oueddei contre Hissène Habré. Ce dernier ne l'a pas oublié et en garde une profonde rancune vis-à-vis de la France. Il n'est, en revanche, pas exclu que les frères Khalil d'Abzac qui ont servi d'intermédiaires entre le Tchadien et le mercenaire français ne l'aient pas fait sur instruction de la DGSE. En tout cas, du point de vue de Bob Denard, l'acceptation de ce contrat atteste sa volonté de s'affranchir des services français et en donne le signal. Compte tenu des tensions et des entraves mises aux affaires de la GP comorienne, les relations avec la « Boîte » sont d'ailleurs particulièrement distendues.

En réalité, les premiers succès rencontrés par Hissène Habré, aidé par les mercenaires français, infléchissent la politique de Paris. Pragmatique, le gouvernement socialiste accepte de lui livrer des armes au printemps 1983, comme le confirme la lettre de Denard au président tchadien en juin : « La réussite de l'action qui vous avez à mener dépend pour une large part du matériel dont vous disposez et du mode d'emploi qui vous en sera livré ; c'est pourquoi il faut reconnaître qu'une des priorités a été assurée avec cette aide logistique que la France a enfin décidé de vous apporter. » On perçoit au ton du mercenaire qu'aucun des deux interlocuteurs ne souhaite réellement donner prise au pouvoir français mais que les circonstances militaires ne leur en laissent pas le choix.

Comme le soutien de Paris est absolument nécessaire au président tchadien en butte à la nouvelle offensive de Goukouni Oueddei et des troupes libyennes, Bob Denard ne veut pas devenir un obstacle à la réussite d'Hissène Habré. Il accepte que les services français redeviennent maîtres du jeu : « En premier lieu, je tiens à vous préciser qu'il n'a jamais été dans mes intentions de venir moi-même physiquement sur le terrain au risque de vous causer une gêne politique. Mais je me suis trouvé amené à prendre position pour le simple fait que les techniciens compétents et disponibles actuellement font partie de mon équipe et se sont tous vus contactés¹. Aussi j'ai pris directement contact avec un responsable des services français pour savoir clairement de quoi il retournait et comment serait acceptée l'éventuelle présence de mes hommes. Il m'a assuré que la gravité de la situation ne pouvait que se trouver améliorée par une équipe supplémentaire, qu'il vous appartiendrait à vous d'engager. » Il reprend donc sa posture de « corsaire de la République ».

En sens inverse, il ne reçoit pas de « feu rouge », ce qui marque un premier signe de réchauffement entre les hommes de la GP des Comores et le pouvoir à Paris. Toutefois, Bob Denard souhaite encore conserver sa liberté et le signifie à Hissène Habré. Il agit en mercenaire et son premier chef demeure son commanditaire (à partir du moment où cela n'entre pas en contradiction absolue avec les intérêts français) : « Je pense, monsieur le Président, comme nous vous l'avons souvent préconisé, que vous avez besoin, plus que jamais, d'une équipe indépendante, placée sous votre seule autorité plus encore que d'éléments dépendants d'un service étranger et dont la fidélité sera subordonnée aux relations avec ce pays. Vous nous savez parfaitement capables d'assurer parallèlement la formation des hommes et les opérations sur le terrain, avec cette différence toutefois à notre bénéfice qu'au

1. Denard force le trait mais il est vrai qu'il développe au même moment le projet éthiopien.

cours de ces deux années passées à vos côtés nous avons acquis une bonne expérience du pays¹.»

Paris : susciter la concurrence entre mercenaires

Le réchauffement avec Paris demeure inachevé. L'équipe Dulac est bien une concurrente de Bob Denard. Contrairement aux pratiques du mercenaire qui propose de mettre des hommes de la GP comorienne à disposition (7th Independent Company en Rhodésie par exemple), son ancien bras droit refuse de les embaucher. Le pivot historique du système français est évincé. Deux hypothèses peuvent être formulées sur ce choix de Paris qui aurait pu accroître son aide matériel à Hissène Habré et assurer la formation des hommes de Denard, au lieu de ceux de Dulac. *A minima*, il s'agit de sortir de la longue séquence (depuis la fin du Biafra) qui fait de Bob Denard le seul patron crédible des équipes mercenaires françaises. *A contrario*, il s'agit d'engager un processus qui viserait à l'écarter définitivement de ce rôle et de le remplacer par un homme mieux tenu par la DGSE, ne bénéficiant pas d'une base solide comme les Comores. Aucun témoignage ou document ne permet de trancher entre les deux. Quoi qu'il en soit, l'épisode atteste de nouveau que le système mercenaire français demeure une entreprise d'État et que celui-ci en est le maître. Selon *Le Canard enchaîné*, l'affaire est directement traitée au niveau de l'Élysée. Guy Penne et François de Grossouvre, les conseillers du président Mitterrand, sont les maîtres d'œuvre dans le dossier tchadien². Jean-François Dubos et Charles Hernu coordonnent l'opération avec le chargé des questions militaires, Robert Peccoud. L'officier traitant de René Dulac à la DGSE

1. Extraits de la lettre de Bob Denard à Hissène Habré rédigée à Paris le 3 juin 1983, archives privées Bob Denard, carton 29.

2. « Tchad : à la fortune du pro », *Les Dossiers du Canard enchaîné*, n° 28, juin-juillet 1988.

est également convié aux réunions régulières ayant trait au bon déroulement de l'opération.

Arrivés au camp Dubut à Fort-Lamy, une quarantaine d'agents de la DGSE enseignent aux mercenaires les transmissions radio et le tir aux missiles Milan. En effet, trop anciens ou simplement passés par une formation militaire de base, les hommes de René Dulac ne sont pas familiers de ces nouveaux types d'armement. Sont présents quelques éléments du 13^e RDP de Dieuze et trois membres du service Action, comme me le confirme Lenormand lors de notre entretien : « Il fallait préparer l'opinion à une intervention française. En attendant, on était là, une sorte de pré-Manta. Les gars de la DGSE nous ont formés au Milan. On avait tout le matériel que l'armée de Terre n'avait pas, des moyens de communication performants entre sections – j'ai oublié le nom – qui marchaient avec des cellules photovoltaïques. Globalement, on avait du matériel de pointe, ce qui se faisait de mieux. Cette formation au Milan m'a beaucoup servi par la suite. » Le mercenaire accrédite également l'idée que l'intervention officielle de la France est alors déjà décidée.

Paris et les mercenaires : un problème Denard ?

L'alternance de 1981 marque incontestablement une dégradation des relations avec l'Élysée. Pourtant, celle-ci n'est qu'une parenthèse et Bob Denard, la GP et le pouvoir socialiste à Paris retissent des liens et travaillent en bonne intelligence. L'arrivée à la direction de la DGSE de l'amiral Lacoste en 1982 consacre le rétablissement des contacts avec les services. Derrière l'attitude ferme de Paris (renvoi de Denard, procédure judiciaire à son encontre pour le Bénin), les rapports entre les mercenaires et les services français reprennent donc leur cours habituel.

Des rapports normalisés aux Comores avec Paris?

Dans les négociations avec le CNLE pour l'envoi éventuel d'une équipe de mercenaires en Éthiopie, les services français sont en arrière-plan. Jean-Louis Salles, le représentant du Médocain, lui écrit qu'il a accepté de devenir un HC de la DGSI qui lui a fourni un emploi comme secrétaire de l'écrivain Gérard de Villiers. Les soldats de fortune ont bien compris que se rapprocher de la « Boîte » est leur intérêt. D'ailleurs, le montage pour ce projet semble en coordination avec les services du camp occidental comme le laisse paraître une lettre de Jean-Louis Salles : « Israël serait d'accord pour livrer ce qui a été demandé (récupération des stocks palestiniens à Beyrouth). Le transport ne poserait pas de problème [...]. Pour les six instructeurs demandés, l'accord sur les conditions de salaire est arrivé des États-Unis. J'ai les six personnes qui pourraient partir¹. »

Le rétablissement en 1978 de la coopération avec Paris, interrompue depuis l'indépendance et le maintien dans le giron français de Mayotte, doit permettre à la GP de légitimer son pouvoir à l'intérieur de l'archipel. L'argent français doit participer au développement des Comores comme on le reconnaît à Moroni : « La coopération avec la France est d'abord une exigence... de notre Histoire. Elle a un caractère naturel. Une partie de notre peuple l'a mieux compris pour des raisons historiques. Le reste du peuple comorien a mesuré ce que l'absence de cette amicale coopération pouvait entraîner quand exploitée malhonnêtement par l'un des siens, avec ses abus et son cortège d'injustices, de misères et de malheurs. La coopération bien comprise doit en premier lieu ne pas porter atteinte aux aspirations profondes des peuples qu'elle gage. Elle se fortifie dans le respect des coutumes et des idéaux de chacun. Cette coopération devrait aider d'abord les Comoriens de toute origine à s'élever de façon harmonieuse

1. Lettre de Jean-Louis Salles du 2 février 1984, archives privées Bob Denard, carton 29.

dans une communauté enfin retrouvée et dans la sécurité du pays au sens large du terme. Bien menée, cette coopération devrait servir de trait d'union, de "dénominateur commun" dont l'archipel a grand besoin. »

Mais la GP est, au premier chef, concernée par le renforcement de la coopération militaire avec les autorités françaises. Les chapitres militaires des accords avec Paris placent un peu plus la GP au centre de la vie politique des Comores. Ils lui offrent l'opportunité d'asseoir sa domination sécuritaire et de renforcer son rôle de catalyseur du développement économique, rôle sans cesse revendiqué par Bob Denard. Il est vrai qu'il envisage le travail de ses mercenaires sous cet angle depuis son contrat congolais des années 1960. En fait, la coopération technique française offre des gages de développement économique qui séduisent les élites comoriennes. La garantie de voir l'île défendue en cas d'agression extérieure neutralise les voisins idéologiquement hostiles et potentiellement belliqueux. Ainsi, les déclarations d'hostilité qui se multiplient à l'époque où Bob Denard figure dans le directoire qui assume les affaires d'État ne connaissent guère de suite. Peu à peu, le régime et sa GP sont acceptés. Dans la nouvelle configuration du système mercenaire français, Paris participe donc à la consolidation du régime d'Ahmed Abdallah, et conforte la base arrière des soldats de fortune.

Bob Denard cherche également à consolider sa position de « pion avancé » du camp occidental dans l'océan Indien, en rappelant le bénéfice que peuvent retirer les amis du régime d'Ahmed Abdallah d'une valorisation de la position géographique des Comores : « Est-il besoin de rappeler combien ce sujet est par définition "sensible" pour ce qu'il peut impliquer d'engagement politique, voire idéologique dans un monde particulièrement turbulent à cet égard ? Il est sensible pour le poids stratégique, fût-il modeste, qu'il peut apporter à celui qui paraît en bénéficier et par-là même est refusé à celui qui le convoite [...]. » Il fait comprendre à Paris que les intérêts français pourraient bénéficier de sa

position à Moroni : « Il pourra être envisagé après l'étape de l'assistance technique et si les autorités françaises en expriment le désir de "prolonger ces précédents accords par des accords de Défense". Le gouvernement comorien examinera avec bienveillance toute demande en ce sens et favorisera l'implantation permanente de structures d'accueil, facilités navales et aériennes. »

Mais, dans le même temps, Denard ne veut plus connaître la situation de trop grande dépendance à l'égard d'un gouvernement ou de services, situation qu'il a connue vis-à-vis du SDECE ou du Gabon dans la décennie 1970. Les relations qu'il souhaite renouer avec la DGSE et/ou la Défense française doivent être désormais plus équilibrées : « Il est "sensible" enfin pour ce qu'il peut traduire d'abandon de souveraineté nationale aux yeux de ceux qui ne manquent pas de le souligner. Il convient donc de l'aborder avec prudence et de la moduler en vue de répondre le plus possible à ces exigences politiques tout en répondant aux nécessités purement techniques. Avançons également que les objectifs de la coopération en matière militaire doivent en priorité répondre aux exigences de notre Constitution. Elles doivent aussi être conformes aux intérêts de la France [...]. Les missions de nos armées sont celles "classiques" de tous les États de notre planète¹. »

L'armée française, un partenaire privilégié

Les interlocuteurs français de la GP sont nombreux. Dans le domaine sécuritaire, les hommes de Bob Denard sont confrontés à l'habituel rapport de force entre police et forces militaires. Les mercenaires ont davantage de sympathie – et/ou de réseaux dans – pour le second groupe. Ils peuvent se réjouir d'une évolution qui joue en leur faveur. En effet, les militaires français

1. Extraits du texte dactylographié non daté et intitulé « De l'esprit de la coopération entre la République islamique des Comores et la République française », archives privées Bob Denard, carton 42.

viennent de remporter une victoire sur leurs collègues du ministère de l'Intérieur en obtenant le départ du commissaire principal Mallevalle. Arrivé de l'archipel en mai 1985 au titre du Service de coopération technique international de la Police (STIP), celui-ci avait pour mission d'organiser et de restructurer une police comorienne sans moyens et sans formation. Ce projet s'est cependant heurté à l'hostilité des militaires français dont les plans d'organisation des forces de l'ordre locales ne prévoient pas le développement de la police. Le lieutenant-colonel Arnaud, à la fois chef de la mission militaire française de coopération et conseiller militaire de l'ambassadeur de France, obtient dès l'automne que l'effort français de coopération se porte exclusivement sur l'armée, la gendarmerie et les hommes de la GP.

Ainsi les relations de terrain entre mercenaires et militaires français se révèlent-elles excellentes dans la seconde moitié des années 1980. Cela tient pour partie aux liens interpersonnels qui se sont noués sur place. Outre la proximité culturelle avec des mercenaires en partie sortis du même creuset qu'eux, les officiers français comprennent que la seule véritable force armée organisée est la GP. Il semble également que l'habileté du chef de la GP, le commandant Charles, à obtenir l'estime du lieutenant-colonel Arnaud ait permis de renforcer ces liens. Preuve de ce rapprochement, un projet attribuant à certains mercenaires un statut officiel de coopérant et faisant de la GP une véritable Garde républicaine est mis sur la table par le lieutenant-colonel Arnaud. Ce changement de statut qui ferait passer officiellement les mercenaires au service français est bien reçu par une large partie de ces derniers : un sous-lieutenant de GP qui touche en 1986 8 000 francs (logé, nourri), soit un peu moins de 2 000 euros, aurait vu son salaire quasiment doubler en devenant coopérant.

Le projet ne va pas à terme, sans doute en raison de la fin de non-recevoir de Bob Denard qui verrait ainsi son statut indépendant réduit à néant. En revanche, ses hommes bénéficient désormais de formations en France. Un membre de la GP effectue ainsi

un stage au Centre de formation interarmées du renseignement. À la fin de l'année 1986, le lieutenant-colonel Arnaud obtient également que dix membres comoriens de la GP effectuent des stages d'agent de police judiciaire (APJ) et d'officier de police judiciaire (OPJ) au camp de Voidjou sous encadrement français. Ces nouvelles compétences vont d'ailleurs permettre à la GP d'effectuer un travail contre l'opposition plus conforme au droit. Après le complot de 1985, aucun mercenaire n'avait pu établir de PV d'interrogatoire conforme aux normes juridiques françaises et ainsi crédibiliser son respect du droit dans les nombreuses arrestations effectuées.

De fait, les formations offertes par la France sont très importantes pour la GP. Elles assurent une élévation du niveau de qualification des officiers mercenaires. Sans grande expérience opérationnelle ou même procédurale avant leur entrée dans la GP, ces hommes n'acquièrent de compétences nouvelles que grâce à la France. Villeneuve confirme en prenant l'exemple du lieutenant Frédéric: « Il a été engagé sans savoir-faire militaire approfondi. Il a bénéficié de formations GIGN offertes à la GP par la France. Il a d'ailleurs fait ensuite toute sa carrière sur ces compétences, finissant chef de la sécurité à Eurodisney¹. » Les Comores ne sont pas forcément un poste définitif dans l'esprit des cadres de la GP. Certes, ils sont des « mercenaires fonctionnarisés » mais sont tout de même habités par l'esprit des « chiens de guerre ». Ils peuvent quitter leur service pour d'autres combats. Or, dans cette optique, l'acquisition de savoir-faire particuliers est très précieuse pour l'enrichissement de leur CV.

Cette bonne coopération est plutôt rassurante pour la GP qui connaît alors d'autres difficultés, notamment financières. Les mercenaires cherchent donc à mettre à profit cette relation privilégiée avec les militaires français pour renforcer leurs moyens techniques aux dépens des autres acteurs sécuritaires comoriens :

1. Entretien avec Villeneuve à Paris le 24 juillet 2012.

« Il faut noter que la mission militaire française de coopération ferme les yeux quand elle constate qu'un nombre important de véhicules qu'elle délivre aux forces armées comoriennes est en fait réquisitionné par la GP. On peut par ailleurs se demander si l'hélicoptère Écureuil qui devrait bientôt être livré à l'armée comorienne (avec deux équipages français) ne risque pas aussi de se retrouver sous le contrôle de la GP. On comprend aisément dans ces conditions que l'existence d'une police comorienne, même faible numériquement (cent hommes) mais exerçant ses pouvoirs de police judiciaire puisse apparaître comme un trouble-fête¹. »

La cohabitation, Jacques Foccart et le groupe Denard

Parallèlement aux bonnes relations de terrain, la cohabitation en France en 1986 est perçue comme une bonne nouvelle par les mercenaires français aux Comores. Chez les gaullistes, Jacques Foccart, conseiller Afrique de Jacques Chirac, est un interlocuteur privilégié pour Bob Denard. Pourtant, malgré la longue habitude de travailler ensemble, le soldat de fortune a besoin de rassurer le Monsieur Afrique de Matignon. Ce dernier souhaite s'assurer que la GP demeure un relais de l'influence française. Le partenariat renforcé avec l'Afrique du Sud, synonyme d'une plus grande autonomie du groupe comorien vis-à-vis de Paris, est mal perçu par Jacques Foccart. Il a toujours souhaité, voire réussi, à maintenir les mercenaires français dans une forte dépendance des services. Bob Denard est donc obligé de le rassurer par écrit après un rendez-vous manqué: « Monsieur, [...] ma déception fut d'autant plus grande que j'avais l'intention (et les moyens) d'apaiser dans votre esprit l'effet de certains échos malheureux concernant mes prétentions aux Comores. Si un climat de suspicion est entretenu de façon malveillante par un certain entourage

1. Note dactylographiée, non datée et non signée intitulée « Les militaires français courtisent les mercenaires », archives privées Bob Denard, carton 42.